

## Congrès Namur – 23 septembre 2012

Camarade,

Voilà une rentrée politique bien chargée d'enjeux et de défis.

Il y a bien sûr les élections communales et j'y reviendrai. Mais c'est aussi une rentrée marquée plus que jamais par l'incertitude.

Les déclinologues nous confirment régulièrement :

- qu'une longue récession s'annonce ;
- que le rapport de force économique planétaire s'inverse au détriment de l'Europe
- que la construction européenne est en danger.

Plus près de nous : la Belgique, va connaître plus que probablement une époque de turbulences d'ici et après 2014.

Beaucoup d'incertitudes oui !

Et bien que je ne sois pas coutumier de citer Antonio Gramsci, je me suis rappelé cette sentence appliquée à d'autres circonstances historiques. « L'avenir se meurt, le nouveau tarde à naître. De ce clair-obscur surgissent les monstres. »

Ces monstres ont des noms que vous connaissez :

- Le populisme : dévoiement de la démocratie (il ne faut pas aller jusqu'en Hongrie, Roumanie pour le rencontrer)
- Les replis nationalistes et identitaires
- La mythologie de la compétitivité sans égard pour le social.
- Le cynisme et l'idolâtrie du monde de l'argent face aux inégalités grandissantes.

Et quand ce ne sont pas ces monstres, ce sont des chimères inquiétantes comme la décroissance présentée comme une alternative.

Les monstres sont bien là ! Et les illusions.

Mais, je sais une chose, au moins, dans ce monde d'incertitude. Face à la crise financière et au désordre ce n'est pas l'Économie qui légitime et justifie l'action publique et donc politique. Non, ce qui légitime l'action politique c'est notre capacité à user de l'Économie pour rendre possible la justice sociale et le progrès.

Bref, le marché peut être un auxiliaire, ni un Maître, ni un complice.

Et ne nous laissons pas dicter des théories économiques, pseudo-rationnelles comme celle de la concurrence sacro-sainte et de ses ravages sociaux.

Des impostures on en a connues déjà assez. On nous promettait une mondialisation régulable.

On a la mondialisation de l'endettement des ménages et des États.

On a la mondialisation d'une oligarchie faite de spéculateurs arrogants.

On nous promettait une Europe politique, on a eu le dumping social et des états impuissants à assurer une relance économique.

Beaucoup de ces constats, quelqu'un parmi nous les a évoqués, avec beaucoup de justesse, en parlant de l'urgence sociale et économique.

C'est Laurette dans une excellente interview ce 7 septembre (c'est une interview claire, directe qui pourrait faire date).

C'est dans un tel contexte général que vont donc se dérouler les élections communales.

Bien sur les communes et leurs populations dépendent des orientations prises par les États et cela particulièrement en matière de sécurité sociale qui est l'armature de la solidarité.

Mais les communes sont des instruments remarquables pour élaborer des stratégies intégrées et cohérentes et proches des gens. Les communes sont des assemblés s'appuyant sur des subsides et réglementations dispersés, sollicitant différents niveaux de pouvoir. Les communes peuvent agir dans presque tous les domaines et être, par exemple, le relais tout désigné d'un projet urbain global dont les grandes lignes sont, plus encore à Bruxelles, déterminées par les régions.

Je l'ai dit. Les communes ne peuvent pas tout, loin sans faut. Mais, camarade, l'espérance des peuples ne se construit pas toujours exclusivement par l'action des grandes structures. Cette espérance se construit aussi grâce à une pratique du pouvoir proche des citoyens dans leur vie quotidienne.

Et c'est là que les communes peuvent jouer un rôle très précieux en faveur du lien social et de la crédibilité du politique.

Un mot bien sur, sur Bruxelles.

Résumons-nous ! Voilà une des régions les plus productrices de richesse économique par tête d'habitant d'Europe. Mais une région aux moyens limités confrontée :

- à une explosion démographique sans précédent
- à des problèmes aigus de pauvreté
- de manière générale à un terrible défi du vivre ensemble dans le dualisme social et la diversité culturelle et donc confrontés aux tensions propres aux grandes villes ;

Bruxelles c'est une ville région en situation de rupture et de fracture toujours possible.

Ce qui fait de notre région-ville au delà, de l'enjeu socio-économique, un enjeu démocratique.

Car ce sont dans ces lieux de tensions que sont les centres urbains que pourrait se jouer, plus qu'ailleurs le sort de la démocratie. Le crédit du service et de l'autorité public sont essentiels que cette démocratie soit menacée par des extrémistes de toute nature ou par l'indifférence de la population vis à vis d'institutions publiques impuissantes à régler ses problèmes.

C'est dans ce contexte difficile que le PS Bruxellois s'est battu pour créer des crèches et des places d'écoles supplémentaires. En 1 an, nous avons pu créer 3500 places dans les écoles fondamentales pour éviter une rentrée chaotique et non sans difficultés face à l'agressivité d'une certaine Flandre.

Un PS Bruxellois qui se bat aussi pour financer les communes, dont les déficits à l'exercice propre ont été globalement éradiqués. Ces communes qui sont les acteurs de première ligne face au défi démographique ou face aux problèmes sociaux et d'insécurité.

*Un mot au sujet de la sécurité. Vivre en Ville de manière sereine nécessite que les citoyens se sentent en sécurité. Cela fait longtemps que je souligne l'importance de la sécurité pour l'attractivité des grands centres urbains. L'insécurité, c'est un problème de démocratie ; c'est aussi une atteinte aux libertés : je parle souvent, à propos de la ville, du « syndrome d'évitement » : à certaines heures, on ne sort plus, à certains endroits, on ne va plus. Et c'est aussi une question de justice sociale : on risque d'aller vers une société où seuls les plus favorisés auront les moyens de se protéger. Cela fait quelque temps que je le dis : c'est un thème de gauche.*

A ce propos examinez bien les dotations aux zones de police à Bruxelles et vous constaterez que le PS a été dans ce domaine plus concret que certains qui se revendiquent si soucieux de la sécurité .

C'est aussi le PS qui se bat pour permettre, par un nouveau plan d'affectation du sol, pour la construction de plus de logements dans certaines zones de la région. Car il faut 7000 logements nouveaux par an.

Le PS qui se bat pour faire en sorte que les quartiers les plus défavorisés bénéficient d'aides spécifiques via des opérations de rénovation, des dispositifs de prévention et de cohésion sociale.

Toutes ces actions ont portées et portent leurs fruits, mais le péril majeur qui nous guette est la panne de l'ascenseur social, tout particulièrement pour les jeunes sans emploi.

L'appel aux partenaires sociaux est, à ce sujet, resté sans vraie réponse.

Les méthodes actuelles de mise au travail montrent leurs limites alors que jamais le nombres d'emplois occupés sur le territoire bruxellois n'a été aussi élevé dans l'histoire de notre région.

Il faut une véritable révolution de la manière d'agir permettant plus d'activation à l'emploi, plus d'adéquation formation-emploi, plus de stages etc. Et bien sur en tenant compte des contraintes budgétaires.

Monsieur le Premier Ministre, Cher Elio.

Je t'en conjure (et je sais que tu es très sensible à cette problématique de l'emploi des jeunes), cherchons sur base de propositions que nous préparons une articulation entre instances fédérales, régionales et communautaires pour faire face à ce chômage dans la jeunesse qui met tellement à mal nos perspectives d'avenir.

Et j'en profite d'ailleurs pour remercier Elio et nos négociateurs dont Laurette qui ont permis le refinancement de Bruxelles et nous ont donné la faculté d'agir dans le domaine de la formation professionnelle. Merci aussi aux amis Wallons dont Rudi Demotte pour leur appui.

Camarade, pour conclure j'userai d'une formule d'Isaac Newton « Dix mille difficultés ne font pas un doute » Les difficultés de toute nature nous les connaissons.

Mais on ne peut douter d'une chose dans la tourmente socio-économique et institutionnelle, Ce dont on ne peut douter, c'est notre goût, à nous socialistes, pour la solidarité et notre sens des responsabilités qui protègent le mieux nos populations.

Merci